

Dr Eliane EKRA, *Chef de cabinet au Ministère de la Santé et de la lutte contre le Sida*

La Dame à multiples casquettes

PAR JEAN-HYPPOLITE CRUJE



« Nous sommes pour l'instant le seul pays où cet accès est ouvert à toute personne vivant sur son territoire. »

Maman est-elle déjà dans son bureau ? Maman nous attend en salle de conférence. Maman ! C'est en ces termes que le personnel du ministère de la Santé et de la lutte contre le Sida parle du Dr. Eliane Ekra. Femme maternelle, femme professionnelle. Femme au parcours riche d'expériences, femme battante. Femme aux multiples casquettes. Elle suscite le respect et l'admiration de personnes en quête de vrais repères. C'est en 1980 que le Dr. Ekra termine ses études de médecine, spécialité chirurgien-dentiste. En 1982, elle rentre à la fonction publique pour exercer sa profession de chirurgien-dentiste. Mais la profession qui lui sied le mieux, celle qu'elle préfère, c'est la profession de mère au foyer.

« Je sais le plus à l'aise dans ma casquette de mère au foyer. Pour moi, rien ne passe avant cette profession éducateur. J'estime que les parents ont les principaux éducateurs de leurs enfants. Et la société est à l'image de ce que les familles déversent en son sein. Je vous assure, la formation d'un enfant est métier, c'est une profession. Occupé d'une maison, d'un foyer, c'est la première profession avant tout diplôme et toute reconnaissance maternelle », soutient le Dr. Eliane Ekra. Une profession qui lui permet de faire le tour du monde avec son époux, alors diplomate.

Mais pas question de faire une pause. Non, pas pour autant ! Sa soif d'apprendre, surtout de cerner la personne humaine l'oblige à s'inscrire à l'université de Navarre, en Espagne. Objectif, y faire l'anthropologie. « J'ai choisi de faire l'anthropologie et ici de me spécialiser dans l'amour conjugal et dans l'éducation des enfants. Une spécialisation tournée vers la connaissance de la personne humaine », précise le chef de cabinet du ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida. Anciennement conseiller municipal à la mairie de Yamoussoukro et responsable du CHR de ladite ville, cette mère de trois filles s'occupera du centre

Miéngou (signifie mon prochain en langue Baoulé), en marge de ses fonctions à la demande du Président Feu Félix Houphouët-Boigny. Des années plus tard, toujours pas de répit. Professeur d'anthropologie socio-familiale à l'Université catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO), elle ne ménage aucun effort pour honorer ses rendez-vous. Par ailleurs, notre chef de cabinet dispense des cours à l'université des Lagunes où elle enseigne le savoir-faire, le savoir-être... tout ce qui concerne l'attitude de la personne. Bourreau du travail, le Dr. Ekra ne lâche pas du lest, convaincue que nous naissons tous avec une mission à nous confiée par le Divin Père. Conséquence, Eliane Ekra est également past-présidente de Business professionnel women (BPW) femmes professionnelles et d'affaires).

« La seule grande organisation féminine qui statue pratiquement chaque année sur le cas de la femme à l'ONU », rappelle-t-elle. Avant d'ajouter, *« Quand la femme est faible, quand elle n'est pas formée comme il le faut, c'est toute la famille qui en pâtit. Pour moi, il faut rendre les femmes fortes pour que les familles en profitent. Et si les familles en profitent, c'est la société qui gagne. C'est ce message que je porte partout où je suis sollicitée ».*

Une vie associative tout aussi riche que son parcours universitaire et professionnel. Qui lui permet d'œuvrer à la formation de plusieurs cadres et chefs d'entreprise au sein de l'Institut ouest-africain MDE Business School. *« Nous sommes un certain nombre de professionnels à avoir eu l'idée de travailler en pool, afin de donner une grande formation qui a pour but de coupler la formation humaine aux connaissances entrepreneuriales. Nous sommes sur la bonne voie, nous avons formé plus d'un millier de cadres travaillant dans les entreprises »,* confie-t-elle. Au cabinet où elle exerce, c'est avec fierté que ses collaborateurs affirment presque en chœur, *« maman a travaillé avec tous les ministres de la santé de ces dix dernières années ».* C'est un peu la gardienne de la maison. Depuis les

ministres Alla Kouadio Rémy, Aka Aouélé, en passant par Christine Adjobi et Thérèse N'DriYoman, elle a servi sans se poser de questions. Conseiller, puis inspecteur général de la santé, c'est en mars 2013 qu'elle est nommée chef de cabinet par l'actuelle ministre de la Santé et de

la lutte contre le Sida, Raymonde Goudou Coffie. Point focal pour de ce ministère pour la Couverture maladie universelle (CMU), projet sur lequel son cabinet travaille, le Dr. Eliane Ekra considère le travail bien fait comme sa prière quotidienne. Et ça lui réussit bien ! ■



« La CMU vise l'accès aux soins de santé de toutes les populations vivant en Côte d'Ivoire. »

L'actualité au sein du ministère de la Santé et de la lutte contre le sida, c'est la Couverture maladie universelle

(CMU). Que pouvez-vous nous dire sur ce sujet ?

La Couverture Maladie Universelle (CMU) est effectivement l'actualité du moment. C'est un projet dont la mise en application est prévue pour 2015, donc nous y travaillons fortement afin de bien planter ses bases. Notre département a en charge la présentation de l'offre des soins. C'est pour cette raison que nous préparons les prestations et les coûts des prestations, les tarifications, les codifications avec la complicité des commissions thématiques. Nous préparons également l'offre de soins par niveau de la pyramide sanitaire...

L'offre de soins par niveau de la pyramide sanitaire ?

Effectivement ! Nous avons trois niveaux : le niveau primaire représente

le niveau d'accueil. Ce premier niveau prend en compte les PMI, les dispensaires. Le deuxième niveau regroupe les hôpitaux généraux et le troisième niveau, les CHU. Ce qu'il faut retenir, c'est que nous travaillons à redonner à chaque niveau sa mission qui lui est propre. Les gens ont pris l'habitude d'aller en consultation aux CHU juste pour un mal de tête, parfois pour une appendicite ou une simple césarienne. Ce n'est pas normal ! Pour la césarienne, c'est au deuxième niveau, c'est donc aux hôpitaux généraux qu'il faut se rendre. Pendant l'année 2013, qui était l'année de la santé nous avons essayé de relever les plateaux techniques et on a bien réussi. Aujourd'hui, si vous allez au CHU de Cocody, vous y verrez des transformations aux urgences pédiatriques. Pareil pour le CHU de Yopougon. Nous n'avons plus cet engorgement que les populations décriaient, il y a quelque temps, parce que nous avons spécialisé la maternité de Yopougon Attié qui est, en fait,

un hôpital général. Quand vous vous rendez au CHU de Yopougon, vous ne verrez plus les femmes couchées à même le sol. Ainsi, nous essayons de donner à chaque niveau ce qu'il faut pour que ce soit respecté. Si les populations fréquentent nos centres sanitaires comme il faut et qu'elles y trouvent ce qu'il faut, aussi bien, au niveau des ressources humaines, de la qualité des soins, qu'au niveau primaire, les CHU retrouveront leur vocation première, c'est-à-dire les spécialités. En ce qui concerne les ressources humaines, nous avons les hommes qu'il faut. Nous avons beaucoup d'experts, de spécialistes, beaucoup de connaisseurs de dossiers.

Comment la mise en pratique de la CMU peut-elle impacter les vies des populations ?

L'objectif de la Couverture maladie universelle est un objectif mondial. L'OMS a invité tous les pays à mettre la CMU en œuvre d'ici 2015, pour qu'il ait une certaine équité,

une solidarité et pour qu'il y ait également une certaine qualité de soin accessible à tous. Cet objectif qui a traversé l'esprit de plusieurs Chefs d'Etat, ne date pas d'aujourd'hui. L'Assurance maladie universelle (AMU) avait déjà été ébauchée sous le mandat du Président Laurent Gbagbo. Et le Président Alassane Ouattara l'a entérinée sous le vocable de la CMU. En fait, l'appellation au niveau mondial de ce concept, c'est la Couverture de santé universelle, et chaque pays utilise son outil sous une appellation qui lui sied. En Côte d'Ivoire, c'est la CMU. Et la CMU vise l'accès aux soins de santé de toutes les populations vivant en Côte d'Ivoire. C'est révolutionnaire parce que nous sommes pour l'instant le seul pays où cet accès est ouvert à toute personne vivant sur son territoire. En fait c'est un régime obligatoire pour toute personne vivant en Côte d'Ivoire quels que soient le sexe et l'âge. Là encore, on peut parler de révolution parce que,

FOLLOW UP

08:00

Vérification des fiches de sortie de véhicules et de carburant par Dr. Ekra avec Mme Alla et Mme Zokou. Le préalable aux déplacements de tous ceux qui ont des tâches à accomplir à l'extérieur



09:00

Rencontre avec M. Félix Bouah Yapo, directeur général de la Santé



09:15

Séance de travail avec l'inspecteur de la Santé, M. Auguste Lelegueu Bouazo



généralement, les mutuelles et les assurances ne prennent pas en compte les personnes du troisième âge, dont les soins coûtent excessivement cher. La CMU est ouverte à tout le monde. En dehors de ce régime obligatoire, il y a le régime non obligatoire. Le régime qui concerne les personnes que l'État, les collectivités locales prendront en charge. Je veux parler des indigents, il reste cependant à s'accorder sur ce qui rentre dans la définition d'indigent. Parce que l'indigent, ce n'est pas l'économiquement faible, ce n'est pas non plus celui qui n'a pas accès à un centre de santé. Je peux ne pas avoir un centre de santé dans mon quartier, mais avoir les moyens d'aller me faire soigner.

Comment allez-vous vous y prendre pour définir tout cela ?

Il y aura une étude qui se fera pour que nous accordions sur le concept d'indigent. Déjà, la Côte d'Ivoire a commencé par la gratuité ciblée, la mère, l'enfant de 0 à 5 ans sont soignés gratuitement. Ces personnes citées et les indigents sont dans un régime non contributif. C'est également un bon apport. Mais, pour le régime obligatoire, chaque personne paye 1000 francs CFA par mois, soit 12000 francs CFA l'année pour avoir accès au panier de soins. Nous visons la qualité. Et si nous voulons réellement cette qualité, il faut que nos hôpitaux généraux et nos CHU soient pourvus en matériel adéquat selon le niveau sanitaire. Aussi, faudrait-il que les CHU soient désengorgés.

A quelle phase êtes-vous ?

En Côte d'Ivoire, c'est le ministère d'Etat chargé des Affaires sociales qui a la conduite de la CMU. Le ministère de la santé dirige l'offre des soins. Le ministère d'Etat a pratiquement terminé son architecture à laquelle nous avons d'ailleurs participé. Au niveau de notre offre de soins, nous sommes à l'étape d'achèvement. Les spécialistes ont travaillé sur chaque niveau. La cellule technique de ce projet l'a déjà présenté au comité de pilotage et à la ministre. Ce sera le projet de base avec lequel nous irons en séminaire-atelier pour un consensus, avant que le comité technique ne travaille à la finalisation de ce texte. Après validation, il deviendra un outil politique qu'on remettra au gouvernement. Ensuite, il faudra un système de codification uniformisé pour la CMU, et les commissions thématiques y travaillent. Nous pensons également à la tarification parce qu'il n'y a pas que le secteur public, il y a aussi le privé. C'est avec tous ces partenaires que nous travaillons ensemble. Vous comprenez que c'est toute une approche scientifique qu'il faut établir avant de commencer un projet aussi grand. La CMU est une réponse à notre préoccupation. Nous demandons à la population de ne pas s'impatienter. Par ailleurs, il serait agréable que la population essaye de s'organiser pour être beaucoup plus efficace. Nous sommes en train de faire un redéploiement équilibré pour que tous nos villages soient dotés de centres, même dans les hameaux les plus reculés de notre pays. ■



10:00

Réunion de travail sectoriel. Le temps de faire le point des activités de la Noël avec les enfants malades de certains hôpitaux



11:30

Avec la forte équipe, comme un seul homme autour du chef de cabinet, Dr Eliane Ekra est plus efficace

